



**HAL**  
open science

# Renouvellement et frontière de la politique. Une sociologie des candidats aux municipales 2020 en milieu urbain

Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Sébastien Michon. Renouvellement et frontière de la politique. Une sociologie des candidats aux municipales 2020 en milieu urbain. *Politix*, 2021, n° 133 (1), pp.195-223. 10.3917/pox.133.0195 . halshs-03501267

**HAL Id: halshs-03501267**

**<https://shs.hal.science/halshs-03501267>**

Submitted on 23 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Renouvellement et frontière de la politique. Une sociologie des candidats aux municipales 2020 en milieu urbain.**

## **Résumé :**

L'article interroge le renouvellement du personnel politique et la frontière du politique à partir d'une enquête sur les principales listes de candidats aux élections municipales de 2020 dans une grande ville française. Il étudie les conditions sociales de l'éligibilité en milieu urbain à partir d'une perspective localisée et multidimensionnelle, attentive au temps long. Par rapport au scrutin précédent, les candidats sont moins souvent issus du champ politique et plus inexpérimentés dans la compétition électorale. La forte présence de novices de la politique électorale met en exergue les voies de recrutement depuis les milieux partisans et les lisières de la politique locale. En soulignant à la fois le recrutement socialement situé des candidats et la polarisation de l'espace des candidats au regard de leurs propriétés sociales, l'analyse rend compte de l'espace de concurrence pour la conquête du pouvoir et la définition de la frontière de la politique.

## **Mots clés :**

Champ politique ; élections municipales ; personnel politique ; renouvellement ; frontière de la politique ; partis ; analyse localisée

Sébastien Michon  
Laboratoire SAGE (CNRS UMR 7363)

Maison Interuniversitaire des Sciences Humaines d'Alsace  
5 allée du Général Rouvillois CS 50008  
67083 Strasbourg Cedex, France

[smichon@unistra.fr](mailto:smichon@unistra.fr)

Renewal and the political frontier. A sociology of 2020 municipal candidates in urban areas.

Summary:

The article interrogates political renewal and the frontier of politics based on a survey of the main candidate lists for the 2020 municipal elections in a major French city. It studies the social conditions of eligibility in urban areas from a localized and multidimensional perspective, attentive to the long term. Compared to the previous election, candidates are less often from the political field and more inexperienced in electoral competition. The strong presence of novices in electoral politics highlights the recruitment channels from partisan circles and the edges of local politics. By highlighting both the socially situated recruitment of candidates and the polarization of the candidate space with respect to their social properties, the analysis captures the space of competition for power and the definition of the political frontier.

Keywords:

Political field; municipal elections; political personnel; renewal; political frontier; parties; localized analysis

Pour nombre d'élus et de commentateurs politiques, l'un des enseignements des élections de 2017 en France a été le fort désir de renouvellement du champ politique de la part des électeurs. Beaucoup ont estimé qu'Emmanuel Macron et ses soutiens avaient construit leur succès en se réappropriant la critique de la professionnalisation politique, associée à une fermeture du champ et à un entre soi. Si le rejet de la politique professionnelle n'est pas nouveau<sup>1</sup>, l'ampleur de la victoire en 2017 des candidats de La République en Marche – une marque politique tout juste créée – a été sans précédent sous la V<sup>e</sup> République pour des élections nationales. La victoire de candidats soit totalement inconnus soit peu dotés en capital politique a déstabilisé une large partie des agents du champ politique : « *en 2017, n'importe quelle chèvre avec l'étiquette En Marche a été élue. Après ça... difficile d'avoir des certitudes* », commente par exemple un membre de cabinet d'un maire<sup>2</sup>.

Temps fort de la vie démocratique locale, les municipales de 2020 constituent les premières élections locales depuis 2017. Avec la croissance des listes présentées comme « citoyennes » ou « participatives » ou la mise en avant pendant la campagne électorale par l'ensemble des partis politiques d'une forte présence de « citoyen.ne.s », de « novices de la politique » et de personnes issues de « la société civile »<sup>3</sup>, ces élections apparaissent particulièrement propices pour étudier l'adaptation des forces politiques au contexte politique, et questionner le renouvellement du personnel politique au local ainsi que la frontière de la politique<sup>4</sup>.

Cet article vise plus précisément à décrire ce que le renouvellement des candidats veut dire au concret, et en ce sens à proposer une analyse de ce que recouvrent ces catégories de « citoyen.ne.s », « novices de la politique » ou « personnes issues de la société civile ». Interroger les conditions sociales de l'éligibilité<sup>5</sup> en milieu urbain à partir d'une perspective à la fois localisée<sup>6</sup>, attentive aux spécificités de la configuration étudiée, et multidimensionnelle<sup>7</sup>, permet de caractériser socialement ce renouvellement, et les luttes pour l'exercice du pouvoir local et la définition de la frontière de la politique.

Mobilisant diverses sources (questionnaire, prosopographie ou données institutionnelles comme le répertoire national des élus), de nombreuses études portent sur la sociographie des élus municipaux. Elles sont souvent dédiées aux postes les plus prestigieux en milieu urbain<sup>8</sup> –

---

<sup>1</sup> Sur des périodes différentes : Dammame (D.), « Professionnel de la politique, un métier peu avouable », in Offerlé (M.) (dir.), *La profession politique, XIX-II<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 1999 ; et Guionnet (Ch.), « La 'politique autrement' entre récurrences et réinvention », in Lagroye (J.), Lehingue (P.), Sawicki (F.) (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-Curapp, 2005.

<sup>2</sup> Entretien avec un collaborateur d'élus, avril 2019.

<sup>3</sup> Voir entre autres : Acabo (M.), *Se présenter en citoyens. Ethnographie de la campagne des municipales menée par la liste Strasbourg écologiste & Citoyenne*, Mémoire de master, Sciences Po Strasbourg, 2020 ; Armogathe (N.), *Le citoyen et le politique. Approche ethnographique du travail de mobilisation militante de la liste Archipel Citoyen candidate aux élections municipales de 2020 à Toulouse*, Mémoire de master, Sciences Po Toulouse, 2020.

<sup>4</sup> Voir en ce sens : Lagroye (J.), *Société et politique : J. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone, 1973 ; Haegel (F.), « Réflexions sur le ralliement des notables parisiens à Jacques Chirac : analyse des candidats de la majorité municipale de 1977 », *Revue française de science politique*, 39(1), 1989 ; Lagroye (J.), Lehingue (P.), Sawicki (F.) (dir.), *Mobilisations électorales, op. cit.*

<sup>5</sup> Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89: ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

<sup>6</sup> Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), « L'analyse localisée du politique », *Politix*, n°7, 1989.

<sup>7</sup> Nay (O.), « Institutions and representation: How institutional rules shape political recruitment in French regional elections », *West European Politics*, 24 (3), 2001.

<sup>8</sup> En contrepoint, sur les conseillers municipaux urbains, Kerrouche (É.), Behm (A.-S.), « Les anonymes de la République. Portrait des conseillers municipaux urbains », *Pôle Sud*, 39, 2013 ; et sur les élus en milieu rural : Bruneau (I.), Renahy, N., « Une petite bourgeoisie au pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 191-192, 2012 ; Nicolas (F.), Vignon (S.), Laferté (G.) (dir.), « Elus locaux et notabilité », *Etudes rurales*, 204, 2019.

maires<sup>9</sup>, adjoints au maire<sup>10</sup> ou encore conseillers de Paris<sup>11</sup> –, et menées à l'appui d'une comparaison diachronique (les élus sont comparés avec les précédents). Proche, car sociographique et diachronique, la perspective développée ici est différente sur au moins deux aspects. D'une part, elle adopte une autre focale : il ne s'agit pas de s'intéresser aux seuls élus – ceux qui ont été consacrés par le scrutin –, mais à l'ensemble des candidats de plusieurs listes en compétition. Une telle focale, non dépendante des résultats de l'élection, prend davantage en compte la diversité des offres électorales en temps de campagne et du cercle des prétendants : « professionnels de la politique », mais aussi « novices », « amateurs » ou « intermittents de la politique »<sup>12</sup>. D'autre part, elle ne repose pas seulement sur des données quantitatives, mais aussi sur des matériaux issus d'une enquête de terrain de plusieurs mois : des entretiens notamment auprès de candidats et de membres des équipes de campagne qui permettent d'expliquer et de comprendre un ensemble de processus sociaux à l'œuvre dans la constitution des listes.

La sociologie de l'offre électorale développée ici repose sur une enquête menée à Strasbourg (encadré). Si les principales listes en lice en 2020, fruits d'alliances et de divisions successives, adoptent toutes un cadrage de renouvellement, elles demeurent fortement attachées à des partis politiques et à leur histoire récente (I). Faire la sociologie des listes permet ensuite d'objectiver le renouvellement. Par rapport au scrutin des municipales de 2014, les candidats sont moins souvent issus du champ politique et plus inexpérimentés dans la compétition électorale. La forte présence de novices de la politique électorale met surtout en exergue les voies de recrutement depuis les milieux partisans<sup>13</sup> et les « lisières de la politique locale », notamment les candidats qui « se distinguent des « profanes » ou des « citoyens ordinaires », par leur détention de propriétés positionnelles [...] ou dispositionnelles [...] qui les placent dans des rapports de proximité et de contribution aux « politiques » (ici au sens à la fois d'« élus » et de « politiques publiques »)<sup>14</sup> » (II). L'analyse souligne, enfin, le recrutement socialement situé des listes, et la polarisation de l'espace des candidats au regard de leurs propriétés sociales (III). C'est au prisme de cet espace social que l'on peut analyser un ensemble de luttes pour la conquête du pouvoir et pour la définition de la frontière de la politique.

### **Encadré : prosopographie et ethnographie**

L'enquête a été menée à Strasbourg (284 677 habitants en 2018) entre septembre 2019 et octobre 2020 en tant que sociologue du CNRS. Elle combine des observations durant la campagne (débats, actions, tractages, etc.), un corpus d'articles parus dans les deux principaux titres de la presse locale (*Dernières nouvelles d'Alsace* et *Rue 89 Strasbourg*), des posts de candidats et militants publiés sur les réseaux sociaux, des entretiens (une vingtaine dont la moitié centrée pour une large part sur la composition des listes), enfin de nombreuses discussions « off » pendant la campagne : avec des journalistes locaux et

<sup>9</sup> Garraud (Ph.), *Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains*, Alençon, L'Harmattan, 1989 ; Koebel (M.), « Le profil social des maires de France », *Pouvoirs*, n°148, 2014 ;

Rouban (L.), « Les sommets de l'exécutif urbain : les maires des villes de plus de 30 000 habitants entre 1983 et 2014 », *Revue française d'administration publique*, 154 (2), 2015.

<sup>10</sup> Koebel (M.), « Dans l'ombre des maires. Le poids des hiérarchies dans le choix des adjoints des villes moyennes françaises », *Métropolitiques*, 2014.

<sup>11</sup> Achin (C.), Lévêque (S.), « Parité, sur-sélection sociale et professionnalisation politique. Le Conseil de Paris 2001-2014 », in Lévêque (S.), Taiclet (A.-F.), *À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2018, p. 119-145.

<sup>12</sup> Agrikoliansky (E.), Aldrin (Ph.), « Faire avec la politique. Novices, amateurs et intermittents en politique », *Politix*, n°128, 2019.

<sup>13</sup> Sawicki (F.), *Les réseaux du Parti socialiste: sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017.

<sup>14</sup> Aldrin (Ph.), Vannetzel (M.), « Dans les lisières. Une sociologie des acteurs secondaires de la politique dans deux petites villes françaises », *Politix*, 128, 2019, p. 34.

des élus sortants, colistiers, collaborateurs d'élus ou militants, issus de chacune des listes étudiées. Plusieurs enquêtés sont d'anciens élèves et d'autres des connaissances, dont certaines ont été interrogées il y a plus de 15 ans dans le cadre d'une enquête sur les étudiants militants.

Un volet quantitatif a été développé en même temps avec la réalisation d'une prosopographie des principales listes en lice au premier tour des municipales de 2020, à savoir les 4 listes en mesure de se maintenir au 2<sup>e</sup> tour (elles ont obtenu entre 18% et 28% au 1<sup>er</sup> tour) : les listes menées par Jeanne Barseghian (EELV, Place Publique, PCF, Générations, Parti animaliste, Mouvement des progressistes, Labo citoyen), Alain Fontanel (LREM-AGIR), Catherine Trautmann (PS-PRG), et Jean-Philippe Vetter (LR-NC-UDI)<sup>15</sup>. Afin d'inscrire l'analyse dans une perspective diachronique et comparée, la sociographie a été étendue aux 2 principales listes du premier tour du scrutin municipal de 2014 : la liste du maire sortant Roland Ries (PS), et celle de Fabienne Keller (UMP) (respectivement 31,2% et 32,9% au 1<sup>er</sup> tour en 2014). La configuration strasbourgeoise est assez particulière et *in fine* dans l'air du temps puisque des adjoints de Ries se trouvent sur les listes EELV (Europe Ecologie les Verts), PS (parti socialiste) et LREM (La République en Marche), et d'anciens co-listiers de Keller sur les listes LREM et LR (Les Républicain). La base de données constituée rassemble les 262 colistiers des 4 listes de 2020 (65 candidats par liste ainsi que 2 suppléants), et 345 personnes en tout avec les deux listes de 2014 (formées d'une partie des candidats de 2020). Les informations recensées sur les colistiers se rapportent à leurs caractéristiques sociodémographiques (genre, âge, niveau et type de diplôme, lieu d'étude, si candidat racisé, etc.) et leurs trajectoires professionnelles, politiques et militantes. Compte tenu des « identités stratégiques » des personnalités politiques<sup>16</sup>, et des limites de certaines données disponibles comme le Répertoire national des élus (RNE)<sup>17</sup>, plusieurs sources ont été mobilisées et croisées systématiquement : dictionnaires biographiques pour les élus qui y figurent, RNE, déclarations issues de la Haute autorité de la transparence pour la vie publique pour les sortants, presse locale et nationale, professions de foi et présentations de soi, CV, réseaux sociaux (*LinkedIn*, etc.), articles de la presse locale, sites Internet et blogs divers, et de manière non négligeable, entretiens et discussions menées dans le cadre de l'enquête ethnographique. Avec Marie Acabo, qui réalisait une enquête ethnographique sur la liste EELV dans le cadre d'un mémoire de recherche<sup>18</sup>, nous avons également croisé des informations.

## Cachez ces partis que je ne saurais voir

À l'image d'autres villes en France, l'offre politique au cours de la campagne des municipales 2020 à Strasbourg est éclatée. Ce constat doit être rapporté au contexte national mais aussi à l'histoire politique locale qui met en perspective l'intense concurrence entre les forces et acteurs politiques.

---

<sup>15</sup> Dans la suite du texte, les listes sont nommées à partir du principal parti qui les soutient, et dont sont issues les têtes liste.

<sup>16</sup> Collovald (A.), « Identité (s) stratégique (s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, 1988.

<sup>17</sup> Le RNE présente quelques limites pour les enquêtes sociographiques. Les variables sont limitées à l'âge, au genre et à la profession déclarée et enregistrée. Surtout, les informations relatives à la profession posent problème. Sur la profession des 65 conseillers municipaux de 2014 à Strasbourg, on recense 13 erreurs (plus de 20% des élus). Par exemple, une conseillère, titulaire d'une thèse de mathématiques et enseignante dans une école supérieure de management et de gestion, est rattachée à la catégorie « agent technique et technicien ». Un autre conseiller, qui n'a jamais exercé une autre activité que celle de collaborateur politique, est enregistré comme « agent général d'assurance », ce qu'il n'a jamais été. À ces erreurs, il convient d'ajouter des approximations ou plutôt un flottement – fréquent dans les études sociographiques sur les élus – dans ce qui est réellement déclaré : entre la première profession exercée, la dernière ou encore celle exercée le plus longtemps. Ce flottement dans la déclaration concerne en premier lieu les collaborateurs politiques qui ne sont quasiment jamais déclarés en tant que collaborateurs ou permanents politiques.

<sup>18</sup> Acabo (M.), Mémoire cité.

A la veille des municipales 2020, la configuration politique strasbourgeoise est le fruit d'une histoire singulière. Depuis la toute fin des années 1980, Strasbourg penche à gauche. A la suite des élections municipales de 1989, la socialiste Catherine Trautmann devient la première maire de Strasbourg issue de la gauche depuis 1945 ; elle est également la première femme maire d'une ville de plus de 100 000 habitants en France. Réélue en 1995 dès le premier tour, elle est nommée en 1997 ministre de la Culture au sein du gouvernement Jospin. Évincée du gouvernement en 2000, elle reprend alors ses mandats de maire et de présidente de la métropole. Son retour sur la scène locale et son refus de laisser l'un des deux postes à l'intérimaire Roland Ries provoquent de fortes tensions au sein du PS et la candidature dissidente aux municipales de 2001 d'un ancien adjoint (Jean-Claude Petitdemange)<sup>19</sup>. En se maintenant au 2<sup>e</sup> tour, ce dernier contribue à la défaite de la liste PS et à la victoire de la liste UDF-RPR portée par la centriste Fabienne Keller. En 2008, Roland Ries s'impose comme tête de liste au sein du PS et propose au 2<sup>e</sup> tour une alliance élargie à gauche avec les Verts. Recueillant 58% des suffrages, sa liste remporte assez largement l'élection face à celle de la maire sortante F. Keller. En 2014, Ries, toujours à la tête d'une liste de rassemblement à gauche dominée par le PS, bat à nouveau Keller, cette fois d'une courte tête (1 500 voix d'écart) et dans le cadre d'une triangulaire avec la liste Front national.

Si, de 2008 à 2020, Ries dirige la ville en s'appuyant sur les divers courants du PS et les Verts devenus EELV<sup>20</sup>, la configuration de l'équipe municipale se complexifie dès 2014. Tout en restant dans la majorité – et en conservant postes et attributions –, plusieurs adjoints et conseillers municipaux quittent leur parti et leur groupe politique pendant le mandat. Ce sont des adjoints issus ou proches du PS qui rejoignent LREM en 2017 (Alain Fontanel, Nawel Rafik-Elmrini, Olivier Bitz, Christel Kohler). Ce sont aussi des élus issus de différentes tendances situées à l'aile gauche du PS qui quittent leur parti entre 2015 et 2017, et fondent un *think tank* (le Laboratoire citoyen pour Syamak Agha-Babaei) ou un groupe politique spécifique (la Coopérative pour Paul Meyer et Jean-Baptiste Gernet). Enfin, ce sont des élus du groupe EELV qui rejoignent le groupe de la Coopérative en 2017 (Éric Schultz, Edith Peirottes) avant de le quitter en 2018. À noter que le maire lui-même est exclu du PS à l'automne 2019 à la suite d'une tribune parue dans *Le Journal du dimanche* (le 19 octobre) où il appelle à la création d'un « pôle de gauche dans la majorité » gouvernementale d'Emmanuel Macron. Malgré des positions en porte-à-faux et des crispations en coulisse, la majorité ne se disloque pas pendant les 6 années du mandat. Tous y ont intérêt dans la mesure où aucun adjoint et vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) ne souhaite perdre ses attributions. Un consensus se fait donc pour faire bonne figure. Néanmoins, les tensions, les concurrences et les fortes inimitiés, se font jour à l'approche du scrutin de 2020. C'est au prisme de ce passé récent que le scrutin est à appréhender.

Bien que l'on retrouve au centre de la campagne 2020 la quasi-totalité des élus de la majorité et de l'opposition, les listes s'attachent à mettre en scène un renouvellement et une ouverture à la « société civile ». Cette rhétorique, qui vise à donner le sentiment aux électeurs qu'elles prônent une « politique autrement », est fréquente dans les scrutins municipaux des grandes villes<sup>21</sup>. Mais comme dans d'autres grandes villes, elle est particulièrement présente pour ce scrutin, et endossée par toutes les listes ou presque. La multiplication des discours et

---

<sup>19</sup> Sur le contexte des années 1990, voir Anquetin (V.), « La domination mayorale – Analyser l'exercice du pouvoir des maires comme une société de cour », *Revue française d'administration publique*, 154, 2015.

<sup>20</sup> La liste Verts-EELV a obtenu 6,3% des suffrages au premier tour de 2008 et 8,5% en 2014.

<sup>21</sup> Guionnet (Ch.), « La 'politique autrement'... », *op. cit.* ; Giraud (B.), « Les Motivé-es, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, n°15, 2007, p. 55-67 ; Taiclet (A.-F.), « Entre renouvellement et ancrage : une situation d'alternance paradoxale autour d'une sortante-dissidente (Lyon 1<sup>er</sup>) », in Lévêque (S.), Taiclet (A.-F.) (dir.), *À la conquête des villes*, *op. cit.*.

argumentaires sur le renouvellement rend compte d'un processus de cadrage symbolique<sup>22</sup> qui, pour les principales listes en lice, semble structuré par deux dimensions. D'une part, aussi bien pour la liste LR qui propose une alternance que pour les trois autres listes (EELV, PS, LREM) composées d'élus de la majorité sortante, il s'agit de se distancier des deux mandats de Ries. Leur objectif commun est d'afficher une offre politique nouvelle, ou a *minima* renouvelée, aussi bien du point de vue du programme, des pratiques que des candidats. D'autre part, il s'agit de se tenir à distance de la figure du professionnel de la politique repoussoir dans l'espace public – particulièrement depuis quelques années. Ainsi, dès l'automne 2019, les équipes de campagne surinvestissent les catégories de candidats « citoyens », « novices », « issus de la société civile », symboles d'un renouvellement et *a priori* d'une autre manière de faire de la politique. Ces catégories sont évidemment à considérer comme des catégories d'acteurs, d'autant plus que les partis politiques forment la pierre angulaire de l'offre électorale.

Ce cadrage est en premier lieu adopté par la liste qui gagnera l'élection, la liste « écologiste et citoyenne » (EELV). Tout au long de la campagne, il est porté par la tête de liste, comme dans ce tract : « Avec vous, je fais le pari du renouvellement, incarné par de nouveaux visages ». Le dispositif de désignation des colistiers dans le cadre « d'une assemblée citoyenne » est également rappelé à l'écrit sur les tracts, et à l'oral par la tête de liste et les équipes de campagne au cours des débats et des tractages. Cette liste est pensée et construite par des dirigeants d'EELV et Syamak Agha Babei, élu de la majorité municipale depuis 2008, ancien dirigeant du syndicat étudiant l'UNEF, médecin-urgentiste de profession qui a quitté le PS en 2015 et fondé le « labo citoyen ». Alain Jund, tête de liste des Verts puis EELV en 2008 et 2014, mais critiqué au sein de son parti, accepte de laisser la place à l'une de ses proches, Jeanne Barseghian, tout en restant très présent en coulisse. Barseghian, 40 ans, est conseillère municipale et communautaire sortante, adhérente d'EELV depuis 2013. Elle a dirigé la campagne de Jund au premier tour en 2014. Elle habite Strasbourg depuis son inscription en master de droit de l'environnement. Elle a été chargée de projet au Conseil régional d'Alsace, consultante en développement durable, et collaboratrice du groupe EELV à la Région Alsace. En premier lieu liés à EELV, les promoteurs de la liste veillent à construire une alliance élargie à gauche avec d'abord les membres du labo-citoyen, puis des dirigeants locaux de Place publique, du Parti communiste, de Générations, du Parti animaliste et du Mouvement des progressistes. Le cadrage citoyen rappelé sans cesse par les colistiers leur permet de communiquer sur un renouvellement, aussi bien dans la composition de la liste, la désignation des candidats, les pratiques renouvelées que la construction du programme. Barseghian est désignée tête de la liste le 5 octobre 2019 par une assemblée d'une centaine de personnes, composée de novices de la politique électorale, mais aussi pour une large part d'élus sortants, de collaborateurs politiques, et de militants partisans<sup>23</sup>.

La liste EELV n'est pas la seule à mobiliser le cadrage du renouvellement. Les personnalités de la société civile sont également mises en scène par les promoteurs de la liste soutenue par LREM. Fin janvier, avant d'en révéler la composition, Alain Fontanel déclare ainsi que plus de la moitié des membres de sa liste seront issus de la « société civile » afin de « produire un vrai renouvellement ». Ce conseiller référendaire à la Cour des comptes de 51 ans, premier adjoint de Ries, est présenté dans l'espace politique local comme « le dauphin » du maire ou « le maire bis », et ce depuis plusieurs années. Il faut dire qu'il occupe une place centrale au cours de deux mandats de Ries : adjoint au maire (2008-2014), premier adjoint et vice-président de l'EMS (2014-2020), et conseiller régional (2010-2015). Membre du Conseil national du PS (2008-2014), il a néanmoins des difficultés à s'imposer au sein du PS local, faisant face à la forte

---

<sup>22</sup> Benford (R.D.), Snow (D.A.), « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annual review of sociology*, 26 (1), 2000.

<sup>23</sup> Acabo (M.), Mémoire cité.



concurrence à la fois des soutiens ou ex-proches de l'ancienne maire Catherine Trautmann. L'avènement du candidat Macron en 2017 et la déliquescence du PS représentent pour lui une opportunité pour se distinguer de ceux-ci et les marginaliser. Le soutien à Macron en 2017 est d'autant plus évident qu'ils sont socialement proches : ils sont énarques tous les deux, et la femme de Fontanel, inspectrice des affaires sociales, était dans la même promotion à l'ENA que le Président de la République<sup>24</sup>. Dans le sillage de Macron, il se présente comme ni à gauche ni à droite, et rassemble tous ceux qui y voient un intérêt, du centre droit au centre gauche, et même à gauche : des élus sortants PS passés LREM, des élus non encartés, des militants LREM, des membres du Modem, du Mouvement Radical social libéral, et d'Agir<sup>25</sup>, un soutien de Jean-Luc Mélenchon en 2017, et deux ex-proches de Benoît Hamon et anciens dirigeants du Mouvement des jeunes socialistes en conflit larvé depuis plusieurs années avec les dirigeants du PS local. Afin de ne pas être étiqueté comme le candidat de Macron et de surfer sur la vague du renouvellement – qu'il ne symbolise pas explicitement –, il n'évoque jamais les partis politiques qui soutiennent sa liste (les logos partisans sont totalement absents au grand dam de « marcheurs de la première heure<sup>26</sup> »), et ne répond jamais directement sur les questions relatives à LREM. Puis, sur le modèle des élections législatives de 2017, il lance un appel à candidatures sur les listes auquel répondent favorablement près de 300 personnes. Il s'attache enfin à communiquer sur sa personne – son autochtonie (il a grandi à Strasbourg), ses passions (le Racing club de Strasbourg), sa famille (il a trois enfants) –, des enjeux politiques locaux (environnement, bétonisation, mobilités...), et la forte présence sur sa liste (« 80% ») de personnes issues de la « société civile ». Ce mot d'ordre est illustré par le placement sur sa liste d'une gérante-maraîchère (en 2<sup>e</sup> position), d'un ancien président de l'université (3<sup>e</sup>), d'une harpiste qui a perdu l'usage de ses jambes en 2001 à la suite de l'effondrement d'un platane sur le public d'un concert qui se tenait dans un parc de la ville (4<sup>e</sup>), d'un directeur de centre socio-culturel (5<sup>e</sup>), d'une conseillère Pôle emploi et vice-présidente d'un centre socio-culturel (6<sup>e</sup>), d'un paysagiste, président d'une association de production de jeunes plants pour accompagner le processus de végétalisation de la ville (7<sup>e</sup>). Placés aux premières places – sur le devant de la scène –, ils contribuent à faire oublier les élus sortants et dirigeants de partis nombreux en coulisse et sur la liste à partir de la 9<sup>e</sup> place.

Si elle assume davantage sa filiation partisane, la liste du PS est malgré tout présentée par le responsable local comme composée de « 50% seulement de militants du parti ». « Prenant acte d'un désir de renouvellement exprimé par les électeurs en 2017 », pour citer un militant, le PS construit une liste avec une part non négligeable de personnalités de « la société civile », pour reprendre l'expression du responsable de la liste. Le directeur d'un magasin d'électroménager dans un quartier populaire dans lequel il a grandi, un cadre du privé investi dans les « cultures urbaines » ou encore une assistante maternelle en sont des symboles. Initialement évoqués pour mener la liste, le président de l'EMS, Robert Herrmann, et l'ancien député, Philippe Bies, abandonnent respectivement avant et après l'été. Finalement, Mathieu Cahn, 44 ans, autre adjoint de Ries, est désigné le 10 octobre 2019 tête de liste par les instances locales du PS. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, attaché territorial, premier secrétaire fédéral du PS, il est élu depuis 2008 (adjoint en charge de l'animation, vice-président de l'EMS et conseiller départemental). En *off*, certains de ses adversaires le qualifient de « caricature d'apparatchik ». Plusieurs adjoints et conseillers sortants sont placés directement après lui sur la liste, dont l'ancienne maire Catherine Trautmann, vice-présidente sortante de l'EMS, en 2<sup>e</sup> position. À la surprise générale, le 5 février 2020, Trautmann, 69 ans, récupère la tête de liste, soit moins de six semaines avant le premier tour. Cahn explique qu'il se retire afin de pouvoir

---

<sup>24</sup> Elle est sa conseillère à l'Élysée sur les affaires sociales entre 2017 et 2020.

<sup>25</sup> Les membres d'Agir étaient en 2014 soutiens de Keller et adversaires de Ries et Fontanel.

<sup>26</sup> Entretien avec un militant, avril 2020.

se « défendre publiquement » dans le procès d'un de ses collaborateurs de la Maison des associations, dont il était le président (même s'il n'est pas poursuivi directement). En *off*, un journaliste évoque l'hypothèse d'un changement pour « faire mieux que 9% », c'est-à-dire le score que le premier sondage publié fin janvier lui attribuait, et « sauver les meubles... ou plutôt des postes ».

À droite, la tête de liste des Républicains (LR), Jean-Philippe Vetter, prône également le renouvellement, mais plus dans le sens d'une alternance politique à la tête de la ville que d'un changement dans les profils. Contrairement aux autres favoris, il n'est pas issu de la majorité sortante. Âgé de 40 ans, conseiller municipal et communautaire sortant et assistant parlementaire de Geoffroy Didier au Parlement européen, Vetter a fait ses études à Strasbourg : il est titulaire d'une maîtrise de STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) et d'une autre de science politique. Devenu responsable départemental des jeunes populaires au milieu des années 2000, il a participé très activement aux campagnes de Nicolas Sarkozy aux présidentielles de 2007 et 2012, et à celles de Keller aux municipales à Strasbourg en 2008 et 2014, devenant son collaborateur pendant 9 ans (d'abord au groupe des élus à la ville puis en tant qu'attaché parlementaire de la sénatrice) et, à partir de 2014, conseiller municipal d'opposition, là aussi à ses côtés. Cependant, contrairement à Keller membre d'Agir depuis 2017, il est resté un cadre des Républicains. Au terme d'une campagne interne pour la tête de liste aux municipales, il est préféré par les instances nationales LR à l'ex député Jean-Philippe Maurer. Tout en positionnant deux commerçantes dans le haut de sa liste (dont une en 2<sup>e</sup> position), il veille surtout à rassembler les dirigeants locaux des partis de droite, aussi bien LR (le conseiller général Maurer et les conseillers régionaux Elsa Schalck et Pascal Mangin), UDI (la conseillère générale Pascale Jurdant-Pfeiffer et Laurent Schumacher, le responsable local du parti) que Centristes (Médéric Furon qui officie comme directeur de campagne).

À l'extrême droite enfin, le Rassemblement national présente une liste qui peine d'abord à rassembler 65 noms puis à émerger. Désigné tête de liste le 16 octobre 2019 avec l'objectif de se maintenir au 2<sup>e</sup> tour, Thibault Gond-Manteaux se retire le lendemain, à la suite de la divulgation sur les réseaux sociaux de sa condamnation en 2012 pour participation à des actes à caractère raciste. C'est seulement le 18 décembre qu'Hombeline du Parc (45 ans) est présentée publiquement comme la tête de liste. Inscrite dans une autre commune, elle n'est pas en mesure de voter pour sa liste, et demeure en retrait tout au long de la campagne. Les autres listes apparaissent d'emblée plus périphériques, et sans grands moyens humains et financiers<sup>27</sup>.

À Strasbourg, les partis politiques et leurs militants sont donc tout sauf absents. Les principales listes sont initiées par des cadres partisans, soutenues financièrement et matériellement par un ou plusieurs partis, et animées par leurs militants, et elles prennent place dans une configuration politique locale singulière structurée par les élections passées et un ensemble de concurrences, d'alliances et de ruptures. D'un côté, en façade, les nouveaux visages et la présence de « la société civile » visent à incarner un renouvellement et à se tenir à distance des professionnels de la politique. D'un autre, en coulisse, les têtes de liste et leur premier cercle (responsables de campagne, de mobilisation, de communication, des événements, intervenants dans les réunions publiques) sont en grande majorité des élus sortants, des collaborateurs politiques et des militants partisans, plus ou moins alliés ou opposants selon les élections.

---

<sup>27</sup> Au centre, une adjointe de Ries, Chantal Cutajar, ancienne de l'UDF et du Mouvement des démocrates, se déclare également candidate à la tête d'une liste « citoyens engagés ». Le chef d'entreprise, Patrick Arbogast, candidate également. Enfin, à gauche, on retrouve la liste Strasbourg en commun (LFI, Générations) de Kevin Loquais, et plusieurs listes d'extrême gauche : Strasbourg anticapitaliste et révolutionnaire (NPA), Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs (LO), et Strasbourg 100 % services publics.

## Ce que renouveler les listes veut dire

L'analyse des matériaux quantitatifs vise désormais à mettre à l'épreuve le cadrage du renouvellement proposé par les principales listes à Strasbourg avec leur composition détaillée. L'étude des profils politiques des colistiers des quatre principales listes de 2020 et des deux principales listes de 2014 rend compte de la part réduite en 2020 des « professionnels » ou « semi-professionnels » de la politique. Elle met également en évidence les dimensions de l'éligibilité de ceux que l'on présente comme des novices : plus que des citoyens ordinaires, ce sont des citoyens au contact des élus et de la municipalité : dans les lisières de la politique locale strasbourgeoise, pour adapter la formule d'Aldrin et de Vannetzel.

### *Des candidats moins expérimentés en politique électorale*

Le recensement des professionnels de la politique, définis comme des personnes rémunérées préalablement dans des fonctions d'élu ou de collaborateur politique, indique qu'ils sont moins nombreux en 2020. En 2014, ils étaient majoritaires sur les deux principales listes (62% pour la liste Ries et 56% pour la liste Keller). En 2020, ils ne le sont plus sur les quatre listes qualifiées au 2<sup>e</sup> tour, aussi bien pour la liste EELV (25%), qui a beaucoup mis en avant le renouvellement, que pour les listes PS (29%), LREM (37%) et même LR (42%).

**Tableau 1 : Expériences politiques des candidats selon la liste (en %)**

<i>Election</i>	<b>2020</b>				<b>2014</b>		
<i>Tête de liste</i>	<b>Barseghian</b>	<b>Trautmann</b>	<b>Fontanel</b>	<b>Vetter</b>	<b>Ries</b>	<b>Keller</b>	
<i>Principal soutien</i>	<b>EELV</b>	<b>PS</b>	<b>LREM</b>	<b>LR</b>	<b>PS</b>	<b>UMP</b>	
<b>Élus</b>	18	21,5	23	26	<b>60</b>	<b>47</b>	
<b>Collaborateurs politiques sans expérience électorale</b>	8	7,5	14	15,5	2	9	
<i>Sous total élu+collaborateur</i>	25	29	37	42	62	56	
<b>Candidats</b>	9	8	5	11	3	19	
<b>Militants partisans</b>	22	25	22	14	29	12	
<i>Sous total candidats+militants</i>	31	32	27	25	31	31	
<b>Novices</b>	43	39	37	34	6	14	
<b>Ensemble</b>	100	100	100	100	100	100	
<b>Longévité en politique au moment de l'élection (en années)</b>	1,9	2,6	4,0	4,1	7,2	4,4	

*Champ : l'ensemble des candidats du 1<sup>er</sup> tour aux municipales à Strasbourg en 2014 et 2020 sur les principales listes.*

La moindre expérience électorale des colistiers de 2020 (tableau 1) accrédite la thèse d'un fort renouvellement avec l'entrée massive de novices de la politique électorale au détriment de

professionnels de la politique. Ce constat invite à une triple mise en perspective au regard du terrain étudié.

D'abord, la part des professionnels de la politique parmi les candidats aux municipales en milieu urbain demeure circonscrite par rapport aux élites politiques nationales. La longévité en politique (dans un mandat ou un poste de collaborateur) des élus de 2020 à Strasbourg (4,8 ans) est nettement inférieure à celle des députés (10,8 ans en 2017) et des membres de gouvernement (12,2 ans en 2017-18)<sup>28</sup>. Elle est encore plus à nuancer si l'on considère la part de ceux qui sont des professionnels de la politique à temps plein, qui forment une minorité des conseillers municipaux, même en milieu urbain.

Ensuite, le renouvellement est à rapporter à la configuration locale caractérisée par un éclatement des forces politiques, qui doit être lié à la situation du champ politique national, ainsi qu'à l'absence d'une liste sortante. Si le différentiel entre les listes au 1<sup>er</sup> tour de 2020 et la liste de Ries en 2014 est significatif, celui avec la liste de Keller l'est nettement moins. Avec une longévité politique moyenne de 3,0 années et 11% de colistiers ayant été collaborateurs politiques, la liste Keller présentait une inexpérience politique assez proche de celle observée pour les listes de 2020. Par conséquent, l'inexpérience observée est aussi à rapporter au statut des listes de 2020 qui ne sont pas tant des listes de sortants, que des listes de *challengers* ou d'*outsiders* cherchant à proposer une alternance et une alternative.

Enfin, la relative homogénéité des profils en 2020 est à souligner. Du point de vue de l'expérience politique, les 4 listes de 2020 se différencient plus de la liste Ries de 2014 qu'entre elles. Là encore, la conjoncture politique post-2017 est un facteur explicatif qui doit être précisé. *De facto*, il convient d'insister sur l'éclatement, localement, de l'offre politique : des élus de la majorité sortante se retrouvent sur 4 listes (PS, LREM, EELV, ainsi qu'une liste « citoyenne » pour une ex-adjointe), et s'attachent à développer une offre politique spécifique en vue de se créer un espace électoral.

Que les professionnels de la politique soient minoritaires sur les listes, est-ce à dire que les novices de la politique sont désormais majoritaires ? Répondre à cette question impose de définir la catégorie des novices. La position défendue ici consiste à ne pas considérer comme des novices ceux qui ont eu une implication dans la compétition politique, c'est-à-dire les élus, les collaborateurs politiques, mais aussi les candidats non élus lors d'un précédent scrutin ou les militants actifs d'un parti qui ont participé à des campagnes électorales et exercé des responsabilités partisanes.

En appliquant cette définition, les novices restent tout de même beaucoup plus nombreux qu'en 2014 : 6 fois plus sur la liste PS de 2020 que sur la liste PS de 2014, et 2,5 fois plus sur la liste LR de 2020 que sur la liste UMP de 2014. Néanmoins, les novices ne sont pas majoritaires (entre 34% des colistiers pour la liste LR et 43% pour la liste EELV). En effet, entre les novices et ceux qui ont eu une activité politique rémunérée, se situe un groupe non négligeable d'initiés à la politique locale (entre un quart et un tiers des colistiers), issus des milieux partisanes. S'ils n'ont jamais été élus ni rémunérés pour une activité politique, ces anciens candidats ou militants partisanes actifs sont caractéristiques de ceux dont l'éligibilité repose sur une présence dans les « files d'attente » de la politique locale. Ce sont des jeunes militants de mouvements de jeunesse étudiants par ailleurs : très actifs pendant la campagne, ils sont considérés par tous comme essentiels. Les places sur la liste allouées aux responsables du mouvement de jeunesse représentent une rétribution de l'engagement intense des jeunes du parti sur la campagne. Ce

---

<sup>28</sup> Sources : Boelaert (J.), Michon (S.), Ollion (É.), « Le temps des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l'Assemblée nationale en 2017 », *Revue française de science politique*, 68(5), 2018 ; Behr (V.), Michon (S.), « Le gouvernement Macron et les nouveaux technos. Noblesse d'état et circulations public-privé », *Revue française d'administration publique*, n°175, 2020.

sont aussi des militants plus âgés qui, comme les jeunes<sup>29</sup>, ont pris goût à la politique au cours de campagnes électorales et d'activités partisanes. Tel un parcours initiatique, ils ont été incités à apprécier la routine des réunions politiques, ils se sont convertis aux activités de terrain, se sont retrouvés dans un sous-groupe, puis parrainés. La reconfiguration de l'offre politique locale a permis à certaines personnes présentes depuis plusieurs années dans les milieux partisans de couper la file et d'accéder au statut de candidat.

**« De bons candidats qui t'amènent des voix et du réseau ! »**

La part des personnes peu ou pas expérimentés en politique électorale interroge sur ce qui se joue dans l'éligibilité. Pour un élu sortant, l'objectif est simple : « *Quand tu construis ta liste, il faut que tu t'assures d'avoir de bons candidats qui t'amènent des voix et du réseau !*<sup>30</sup> ». Un portrait qui renvoie surtout à un capital social efficient localement. À partir de son enquête dans l'Yonne, Marc Abélès soulignait l'importance d'un militantisme partisan, mais aussi des réseaux familiaux, des compagnonnages anciens et la multi-positionnalité dans les structures clés de la société locale (syndicats agricoles, chambre de commerce, associations de parents d'élève, société de chasse...) <sup>31</sup>. Dans la configuration étudiée, la fidélité à un notable politique local ainsi que les liens familiaux ou affectifs apparaissent déterminants surtout pour les candidats expérimentés en politique (cas typique des collaborateurs d'élus), même si l'on peut observer des processus croisés. En effet, pour 3 personnes présentées comme novices, c'est le conjoint qui a joué le rôle d'intermédiaire avec la liste, conjoint qui est soit militant partisan soit collaborateur politique. Par exemple, à une question sur le profil de X. (femme, cadre du privé d'une trentaine d'années), un militant m'explique : « *Elle est sur le quota citoyen... bon c'est pas non plus du hasard. C'est la femme d'un militant (également collaborateur d'élus). [...] Il fallait respecter des équilibres de genre, d'âge, de citoyens, etc. C'est comme ça que pour boucler la liste, elle s'est retrouvée dessus* »<sup>32</sup>. Tel que l'indique cet extrait d'entretien, la sélection repose sur des croisements de propriétés considérées comme structurantes. Outre l'égalité entre femmes et hommes, obligatoire depuis les lois sur la parité, entrent en ligne de compte des attributs plus ou moins explicités par les responsables politiques. Les propriétés politiques (élus sortants ou vierges de mandat, militant d'un parti qui soutient la liste, militants d'un courant) sont les plus commentées par les journalistes. Mais ce sont aussi des propriétés sociodémographiques et positionnelles dans la société strasbourgeoise.

Outre la variable pivot du genre, les propriétés sociodémographiques englobent prioritairement l'âge et la couleur de peau. À l'heure du renouvellement, la tendance est celle d'un rajeunissement, qui demeure néanmoins relatif : alors que la moyenne d'âge était d'environ 50 ans pour les listes de 2014, elle se situe à 47,3 ans pour les listes de 2020. Les responsables politiques veillent également à la « diversité », pour reprendre le terme utilisé dans les entreprises politiques étudiées, et qui renvoie à la couleur de la peau. La tendance observée à Strasbourg est la part croissante des candidats racisés (non blancs) : en 2020, ils représentent 25% des colistiers PS et LREM, 18% sur la liste EELV et 15,5% sur la liste LR, contre 17% sur chacune des deux listes de 2014.

Les propriétés positionnelles dans la société strasbourgeoise se rapportent à la détention d'un capital social local. Lorsqu'ils composent leur liste, les dirigeants ont en tête le critère de « tête de réseaux », expression continuellement employée par des candidats et militants de plusieurs

---

<sup>29</sup> Bargel (L.), « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, 5(2), 2014.

<sup>30</sup> Entretien candidat, février 2020.

<sup>31</sup> Abélès (M.), *op. cit.*

<sup>32</sup> Entretien militant, avril 2020.

listes, qui renvoie au propos cité précédemment : « *candidats qui t'amènent des voix et du réseau* ». La localisation territoriale des candidats inscrite sur les professions de foi est, pour toutes les listes, un premier indicateur qui renvoie à un équilibre : les candidats doivent être issus de tous les quartiers de la ville, ceux des quartiers les plus populaires étant toutefois moins nombreux (Neuhof, Port du Rhin, Elsau, HautePierre) : « *ce sont les quotas les plus difficiles à remplir* », explique un militant<sup>33</sup>. Les responsables des listes visent une relative représentativité des quartiers de la ville, qui sont associés à des caractéristiques socioterritoriales (quartiers plus ou moins populaires, bourgeois, périphériques, gentrifiés, résidentiels) et électorales spécifiques. Surestimant parfois l'influence de certains réseaux<sup>34</sup>, ils visent également des personnes considérées comme connues par des fractions de la population. Tel est l'exemple de ce candidat connu dans son quartier d'enfance (l'un des plus populaires de la ville) parce qu'une partie de sa famille y réside encore et parce qu'il a « réussi » (il est devenu responsable d'un grand magasin d'électroménager). Tel est aussi l'exemple de ce commerçant d'un quartier bourgeois de « père en fils » : « *il connaît tout le monde, et tout le monde le connaît... vraiment ! Je sais pas pourquoi, il connaît tous les flics de Strasbourg et tous les flics vont chez lui* »<sup>35</sup>.

Le capital social efficient localement ne se rapporte pas seulement à une dimension spatialisée (être connu dans un quartier), mais aussi à des espaces d'activités dans la société strasbourgeoise. En ce sens, trois types d'espaces sont à distinguer, notamment pour les novices de la politique électorale.

Premièrement, les établissements de formation. 13% des colistiers sont actifs au sein d'établissements de formation : du primaire et du secondaire (des enseignants, un inspecteur, des responsables d'établissements primaires ou secondaires, ou encore des parents d'élèves dans des écoles, collèges ou lycées de la ville), et plus encore de l'enseignement supérieur (2 anciens présidents d'université, plusieurs personnels enseignants ou techniques, et des étudiants siégeant pour la plupart dans les conseils centraux ou des structures associatives ou syndicales). Avec des personnels de l'université et des étudiants qui représentent 10% des colistiers, le poids de l'université est à souligner, d'autant plus que cette mesure est conservatrice puisqu'elle ne prend pas en compte l'ensemble des liens avec l'université ; beaucoup de colistiers sont d'anciens étudiants de l'université (certains y ont été des responsables associatifs ou syndicaux étudiants), et d'anciens enseignants ou vacataires de l'université.

Deuxièmement, une activité en lien avec une collectivité locale. 11% des colistiers ont (eu) un lien avec la ville ou l'intercommunalité. Ce sont des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de la ville ou l'EMS : cas parmi d'autres sur la liste EELV d'un chargé de projet à la direction de l'urbanisme, d'une cheffe de projet zéro pesticide et biodiversité urbaine, d'un ancien chargé de communication à la ville, d'une ancienne directrice d'une Direction régionale des affaires culturelles. Ce sont aussi des membres de la structure consultative et de participation citoyenne du Conseil de développement de l'EMS.

Troisièmement, la voie associative. Elle apparaît comme le point d'entrée le plus fréquent pour les novices. Ceux-ci sont majoritairement présentés sur leur profession de foi comme engagés dans des associations : une association féministe ou LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres), écologiste, solidaire, jeunesse, culturelle ou sportive, religieuse, ou encore de parents d'élève. L'engagement associatif le plus commun étant celui dans un centre socio-culturel (CSC) de la ville ou une association de quartier (un novice sur cinq). Cet engagement semble très distinctif dans la mesure où il se rapporte à un ancrage territorial et à un quartier

---

<sup>33</sup> Entretien militant, avril 2020.

<sup>34</sup> Pour un constat similaire : Fretel (J.), Lagroye (J.), « Faire avec ce qu'on a » Les élections municipales à Rouen », in Lagroye (J.), Lehingue (P.), Sawicki (F.) (dir.), *op. cit.*

<sup>35</sup> Entretien candidat, avril 2020.

populaire de la ville tel que le laisse entendre un militant interrogé au sujet d'une candidate : « Elle est vice-présidente d'un CSC (dans un quartier populaire de la ville), c'était techniquement une bonne prise, ça permettait d'avoir un point d'ancrage sur ce quartier, de pouvoir mettre en place des tractages<sup>36</sup> ». Parmi les investissements associatifs, celui dans un réseau religieux n'est pas du tout négligé. Au cœur d'un territoire marqué par la diversité religieuse depuis plusieurs siècles et un régime concordataire, la ville est particulièrement structurée par des réseaux religieux (catholiques, protestants, juifs, musulmans). Les lieux de culte, les établissements d'enseignement confessionnels, et un ensemble d'associations y contribuent. À chaque élection municipale, les principales listes font très attention à disposer de candidats reconnus dans les divers réseaux. Un candidat sur la liste PS commente ainsi :

« La religion ? Vaste sujet ! Bon, là avec Catherine (Trautmann), on est solides. Elle connaît tout le monde et avec tout ce qu'elle a fait pour le débat inter-religieux...

-Et elle est protestante.

Oui c'est sûr elle est plus que bien implantée chez les protestants. Mais elle connaît aussi très bien les responsables des autres religions. D'ailleurs, tout ce qui touche à la religion, je crois que c'est elle qui gère directement<sup>37</sup>. »

Responsables d'associations ou d'établissements d'enseignement, élus étudiants, inspecteur de l'éducation nationale, fonctionnaires territoriaux, une large partie des novices des élections forment des co-producteurs institutionnels de l'action publique locale, et sont dotés d'un capital social efficient localement. Ces attributs qui font sens dans la société strasbourgeoise sont à situer dans l'espace social.

## **L'espace des candidats : droit d'entrée et lutte de définition du capital**

L'absence de représentativité sociale du personnel politique est un constat maintes fois établi aussi bien pour les parlementaires<sup>38</sup> que les élus municipaux<sup>39</sup>. Ceux qui constituent les listes sont des personnes disposées à l'engagement, à l'image des adhérents et cadres des partis politiques<sup>40</sup>. La prosopographie fine des listes et la construction d'un espace des candidats au moyen d'une analyse multivariée permettent de préciser les formes d'éligibilité, la division des places sur les listes et des postes, et les luttes pour la conquête du pouvoir local.

### ***Un renouvellement socialement situé***

En 2020, le renouvellement des personnes et la part décroissante d'élus expérimentés n'a pas modifié la sous-représentation des catégories populaires. Bien que représentant 46,4% de la population active, les employés et ouvriers ne sont guère plus présents sur les listes qu'en 2014 : ils forment entre 2% et 6% des colistiers de 2020 (tableau 2). Moins impressionnante, la sous-représentation des catégories intermédiaires (25,6% de la population active en France) demeure également stable : 20,5% sur l'ensemble des 4 listes de 2020 (respectivement 18,5% et 24,5%

---

<sup>36</sup> Entretien avec un militant, avril 2020.

<sup>37</sup> Entretien avec un candidat, février 2020.

<sup>38</sup> Michon (S.), Ollion (E.), « Sociographie des parlementaires », in Rozenberg (O.), Thiers (E.) (dir.), *Traité d'études parlementaires*, Bruxelles, Larcier, 2018.

<sup>39</sup> Garraud (Ph.), *op. cit.* ; Koebel (M.), *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*. Édition du Croquant, 2006 ; Rouban (L.), art. cit.

<sup>40</sup> Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002.

pour les listes Ries et Keller en 2014). De ce point de vue, la liste PS se particularise avec près de 2 fois plus de personnes issues des catégories intermédiaires que la liste LR (31% contre 15%). Les classes sociales supérieures sont donc encore et toujours les plus présentes<sup>41</sup> : alors que les cadres supérieures et professions intellectuelles supérieures représentent 17,7% de la population active en France, ils forment près de la moitié (46%) des candidats des principales listes en 2020 (contre respectivement 41,5% et 48% pour les listes Ries et Keller). Avec deux tiers de colistiers issus de cette catégorie professionnelle, la liste EELV se distingue plus encore. La comparaison des listes deux à deux montre une composition sociale de la liste EELV très proche de celle du PS en 2014, à une différence près : les cadres supérieurs et professions intellectuelles ont remplacé des auxiliaires politiques de métier.

Mais ce ne sont pas n'importe quels cadres supérieurs et professions intellectuelles que l'on retrouve sur les listes. Sans surprise au regard des travaux existants<sup>42</sup>, les fonctionnaires demeurent un peu plus nombreux à gauche (sur la liste EELV surtout), et les salariés du privé et les indépendants le sont un peu plus au centre et à droite (tableau 4 en annexe). Toutefois, cette opposition public-privé ne doit pas être forcée, car les fonctionnaires sont aussi nombreux sur la liste PS que sur la liste LREM, et les salariés du privé à peine plus nombreux sur la liste LR que sur les autres listes, y compris la liste EELV sur laquelle figurent autant de gens du privé que du public. Le résultat à retenir ici est la part nettement plus importante en 2020 des personnes issues du secteur privé, non seulement à droite, mais aussi et surtout au centre et à gauche : 45% pour la liste EELV, 48% pour la liste PS et la liste LREM (contre seulement 32% pour la liste PS en 2014). Le renouvellement des listes est donc particulièrement symbolisé par des agents des collectivités locales, mais aussi des cadres supérieurs du secteur privé et des consultants, des catégories d'agents surreprésentées sur les listes LREM et EELV. Ce sont notamment des consultants auprès des collectivités territoriales, des consultants en urbanisme, environnement ou développement durable, à commencer par la tête de liste EELV.

Les élites qui portent le renouvellement ne sont pas nécessairement issues des fractions les plus installées dans la bourgeoisie. Au regard des éléments de trajectoire sociale recueillis (de manière non systématique), une part non négligeable de candidats est d'une extraction récente dans les catégories supérieures : disposés à la mobilité sociale au regard de leur ascension sociale (plusieurs filles et fils d'ouvriers) et leurs mobilités professionnelles. Ce ne sont pas non plus les fractions les plus dominantes. Tel est le cas des colistiers EELV qui s'avèrent plus souvent positionnés « en haut, à gauche » si l'on se réfère à l'espace social de Bourdieu<sup>43</sup> : leur capital global est plus structuré par le capital culturel que par le capital économique. Bien que situés majoritairement dans les catégories supérieures et plus diplômés que ceux des autres listes, ils sont plutôt issus de fractions dominées des catégories supérieures et de fractions dominées au sein de leur groupe professionnel : fonctionnaire territorial, ingénieur ou chargé d'étude, chargé de projet, maître de conférence en psychologie ou droit social, médecin urgentiste, enseignants du secondaire non agrégés, consultants à temps partiel (et non hauts-fonctionnaires, chirurgien, professeur de droit). Tel est également le cas sur les listes LR et LREM. Globalement positionnés plus au centre et plus à droite dans l'espace social, beaucoup de colistiers ne se situent pas dans les fractions les plus dominantes du pôle économique : formateur en anglais, chef de projet, juriste d'entreprise, responsable des affaires publiques « junior », journaliste en free-lance, ingénieur, conseiller clientèle dans une banque.

---

<sup>41</sup> Koebel (M.), *op. cit.*

<sup>42</sup> Gaxie (D.), Lehingue (P.), *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF-Curapp, 1984.

<sup>43</sup> Bourdieu (P.), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.



**Tableau 2 : Profession significative des candidats selon la liste et la population active en France (en %)**

<i>Scrutin</i>	<b>2020</b>				<b>2014</b>			
<i>Tête de liste</i>	<b>Barseghian</b>	<b>Trautmann</b>	<b>Fontanel</b>	<b>Vetter</b>		<b>Ries</b>	<b>Keller</b>	<b>Population active en France (Insee, 2019)</b>
<i>Principal soutien</i>	<b>EELV</b>	<b>PS</b>	<b>LREM</b>	<b>LR</b>		<b>PS</b>	<b>UMP</b>	
Agriculteurs	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,5</b>
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	12	<b>17</b>	<b>15</b>		8	9	6,7
Professions intellectuelles et cadres supérieures	<b>63</b>	37	46	35		41,5	48	19,3
Professions intermédiaires	21	<b>31</b>	18	15		18,5	24,5	25,6
Employés	4	3	2	6		3	3	26,8
Ouvriers	1	0	0	0		0	0	19,6
Étudiants	6	6	3	6		3	3	-
Auxiliaires politiques	3	6	<b>14</b>	<b>12</b>		15	8	-
Non déterminée	0	5	0	9		11	4,5	0,4
Ensemble	100	100	100	100		100	100	100

*Champ : l'ensemble des candidats du 1<sup>er</sup> tour aux municipales à Strasbourg en 2014 et 2020 sur les principales listes.*

### ***Un espace de concurrence***

Tout en donnant une idée assez précise de ce que sont les candidats, l'analyse isolée de leurs caractéristiques tend à occulter les correspondances entre celles-ci et les configurations qu'elles forment. L'analyse géométrique des données offre la possibilité de restituer les logiques de correspondance et d'opposition entre les candidats, et de construire un espace des candidats structuré par des axes de différenciation. Un espace des propriétés politiques et sociales des candidats de 2020 (N=262) est ainsi représenté au moyen d'une analyse des correspondances multiples (ACM), réalisée à partir des principaux indicateurs des propriétés sociodémographiques (âge, genre, candidat racisé, secteur professionnel) et des propriétés politiques (quartier d'inscription sur les professions de foi, si adhésion à un parti politique, si expérience électorale, si expérience de collaborateur politique). Les autres indicateurs sont placés en variables supplémentaires : profession significative, niveau de diplôme, discipline d'étude (droit, économie-gestion...), scolarité dans un Institut d'études politiques (IEP), cursus d'étude à Strasbourg, et engagements associatifs.

Les deux premiers axes factoriels (figure 1) synthétisent deux dimensions structurantes de l'espace : le capital politique et l'opposition public-privé. Axe du capital politique, le premier axe (7,6% de l'inertie totale) différencie les moins dotés (pôle Est) des plus dotés (pôle Ouest), désignant une opposition profane-professionnel. Les moins socialisés à la politique électorale sont aussi les moins diplômés des candidats. Candidats particulièrement investis dans le secteur social, ce sont plus fréquemment des femmes, racisées, et issues des quartiers les plus populaires du sud ou de l'ouest de la ville (Neuhof, Montagne Verte-Koenigshoffen-Elsau)<sup>44</sup>. Les plus dotés en capital politique ont passé plusieurs années à s'investir dans un parti politique et à vivre de la politique (en tant qu'élus ou en tant que collaborateurs politiques). Les hommes et les diplômés en science politique et/ou d'un IEP s'avèrent surreprésentés parmi eux. Le deuxième axe (6% de l'inertie) est construit à partir de l'âge, du secteur d'activité et du quartier. De prime abord, il spécifie les étudiants, jeunes et localisés à proximité du campus central (Bourse-Esplanade-Krutenau) et à un degré moindre à la Gare. Ce sont notamment les militants des mouvements de jeunesse de partis (MJS, Jeunes avec Macron, Jeunes LR). Néanmoins, cet axe ne renvoie pas seulement à un affichage en direction de la population étudiante qui représente plus de 45 000 étudiants, mais également à une opposition public-privé. Il différencie les candidats qui se distinguent par leur capital culturel-scolaire à ceux caractéristiques d'un pôle du privé. Les premiers, plus jeunes et diplômés du supérieur, exercent dans l'ESR – pour partie comme étudiants –, et plus largement dans des collectivités ou établissements publics (universités, collectivités territoriales et hôpitaux). Les seconds, plus âgés, sont des agents du privé : indépendants (profession libérale, chefs d'entreprise, artisans-commerçants) ou cadres d'entreprise ou de groupes d'intérêt (associations, Chambre de commerce). Ces candidats s'avèrent plus souvent diplômés en économie ou gestion, et issus des quartiers bourgeois (Robertsau-Wacken, Centre-ville) ou en cours de « gentrification » (vieux Cronembourg, Neudorf).

La lecture par quadrant (figure 1) et la projection des variables supplémentaires (figure 2) précisent la structuration de l'espace. Au nord-est, on retrouve les candidats les moins dotés en capital politique et en capital global, dont les activités professionnelles et associatives sont liées à des secteurs relevant de la « main gauche » de l'État (social, insertion, emploi, éducation, culture). Dans l'ensemble, ces candidats ne sont pas particulièrement jeunes ni âgés. En revanche, y sont surreprésentés les femmes, les candidats racisés et issus des quartiers populaires, les diplômés en sciences humaines et les peu diplômés.

Le sud-est regroupe des chefs d'entreprise, des commerçants, et des cadres du privé. Ils sont moins dotés en capital politique que les élus sortants, mais ils ne sont pas novices de la compétition politique. Ce sont des militants partisans, des candidats non élus lors d'un précédent scrutin, et des dirigeants de groupes d'intérêt souvent liés à leurs activités professionnelles (ordre des médecins ou des avocats, association de commerçants, chambre de commerce). Plusieurs personnes situées ici aspirent à couper la file d'attente de leur parti politique ou à évoluer dans leur carrière.

Le sud-ouest rassemble les candidats les plus dotés en capital politique. Ce sont les élus sortants, également investis depuis plusieurs années dans les instances locales, voire nationales, de leur parti. Ce groupe, au sein duquel les hommes sont surreprésentés, est situé entre le pôle des auxiliaires politiques et celui du privé. Il rend compte d'une caractéristique fréquente des élus municipaux en milieu urbain : ce ne sont pas uniquement des auxiliaires politiques de métier qui n'ont jamais fait autre chose que de la politique, mais aussi pour une large part des « semi-

---

<sup>44</sup> Pour un aperçu de la structuration socio-spatiale de la ville, voir Michon (S.), « [Dis-moi où tu habites et je te dirai pour qui tu votes. Logiques socio-spatiales du vote aux municipales 2020 à Strasbourg](#) », *Métropolitiques*, juin 2021.

professionnels de la politique », qui ont exercé assez longtemps une activité professionnelle comme cadre ou indépendant (avocat, consultant, chef d'entreprise), activité qu'ils tendent à conserver à temps partiel lorsqu'ils exercent un mandat.

Au nord-ouest se situent les jeunes politisés en ascension. Étudiants, diplômés en science politique ou d'un IEP, ce sont des collaborateurs politiques de métier ou des responsables de mouvements de jeunesse qui aspirent à le devenir – et ont de fortes chances de le devenir. Ce quadrant rassemble également – à proximité du deuxième axe – des personnes qui travaillent avec des élus et se trouvent au cœur de l'action publique locale, non pas depuis des postes d'auxiliaires politiques, mais d'agents des collectivités territoriales (fonctionnaires territoriaux notamment).

La projection des listes sur l'espace met en exergue des variations dans les profils et les milieux sociaux en fonction de l'offre politique : elle dessine une rose des vents (figure 3). La liste PS est – par rapport aux autres – la plus constituée de personnes inexpérimentées en politique, contrairement à la liste LR qui tend vers le pôle politique. Sur l'axe 2, s'oppose la liste EELV qui tend vers pôle du public et à la liste LREM proche du pôle du privé.

Cet espace constitue un outil d'objectivation de la distribution des hiérarchies entre colistiers, et du poids du capital politique. Au-delà de la communication sur le renouvellement et la part de personnes issues de la société civile, la première clé de répartition, en coulisse, a été celle des appartenances partisans. Ce constat, qui renvoie au caractère toujours déterminant des affiliations partisans et du capital politique, se retrouve dans l'analyse de l'ordonnement des candidats sur les listes. Les principales listes ont été dirigées et constituées par des personnes expérimentées en politique. En témoigne le profil des têtes de liste (*supra*) ainsi que la distribution de l'ordonnement sur la liste. La flèche de l'ordonnement, dirigée vers le nord-est du plan (figure 3), signifie que les personnes les plus éloignées des premières places tendent à se situer de ce côté-ci du plan, alors que les candidats les mieux placés tendent à se trouver à l'opposé dans le quart sud-ouest, du côté des plus dotés en capital politique<sup>45</sup>. La distribution des postes au lendemain de l'élection confirme le maintien de la valeur du capital politique. Alors que la liste victorieuse, la liste EELV, a particulièrement mis en avant le renouvellement, les adjoints sont tout de même un peu plus expérimentés en politique (2,4 ans en politique en moyenne contre 1,85 an pour l'ensemble). Surtout, les élus de la liste EELV devenus élus à l'EMS ont une longévité en politique plus élevée (3,1 ans), notamment les vices-présidents (6,4 ans), qui avec le développement des compétences des intercommunalités représentent les postes les plus stratégiques et les mieux indemnisés.

**Tableau 3 : Caractéristiques de l'ACM sur l'espace des caractéristiques des candidats en 2020 sur les 4 listes étudiées (8 variables actives, 35 modalités, n=262 ; effectifs entre parenthèses)**

**Expériences politiques** (sur la figure 1, points représentés par un carré)

- Membre d'un parti (135) ; pas parti (127) ;
- Avoir été collaborateur politique (41) ; pas collab pol (221) ;
- Expérience électorale « élu » (58) ; pas élu (204) ;

**Secteur professionnel** (*croix*) : Economie (67), Social (14), Association (21), Collectivités locales (29), CultureEducation (32), Droit (11), Enseignement supérieur recherche (23), Politique (16), Santé (24), NA (25)

**Caractéristiques sociodémographiques** (*triangle*)

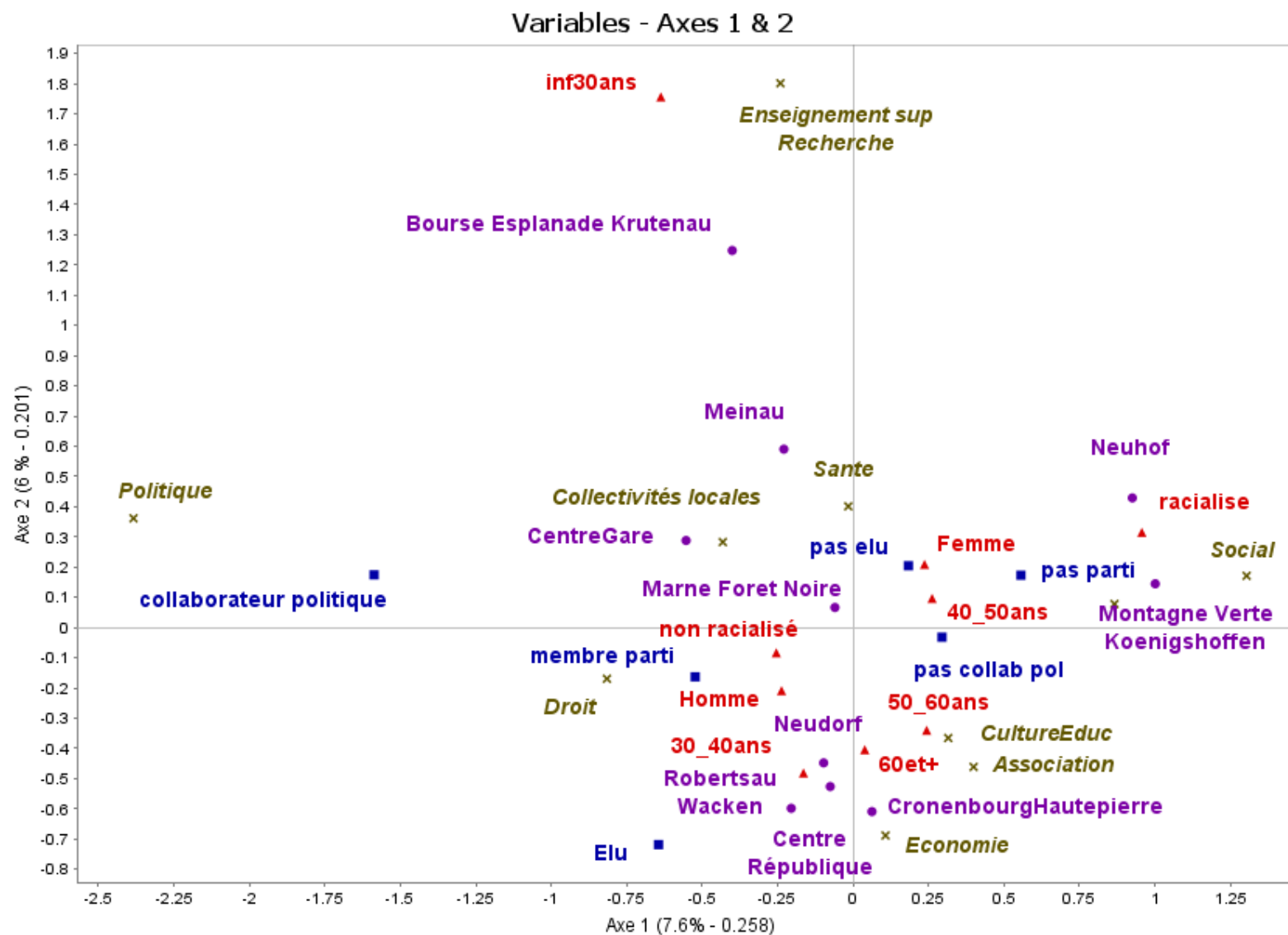
- Genre : femme (131) ; homme (131) ;

<sup>45</sup> Ceux qui ont déjà été élus sont nettement devant les autres types de candidats : 23<sup>e</sup> place en moyenne contre 32<sup>e</sup> pour de précédents candidats, 33<sup>e</sup> pour les collaborateurs politiques jamais élus et 36<sup>e</sup> place pour les novices. Les autres militants partisans tendent à compléter les listes (40<sup>e</sup>).

- Age : inf30ans (35), 30\_40ans (50), 40\_50ans (62), 50\_60ans (48), 60et+ (67) ;
- Candidat.e.s racialisé.e.s (55), non racialisé.e.s (207) ;

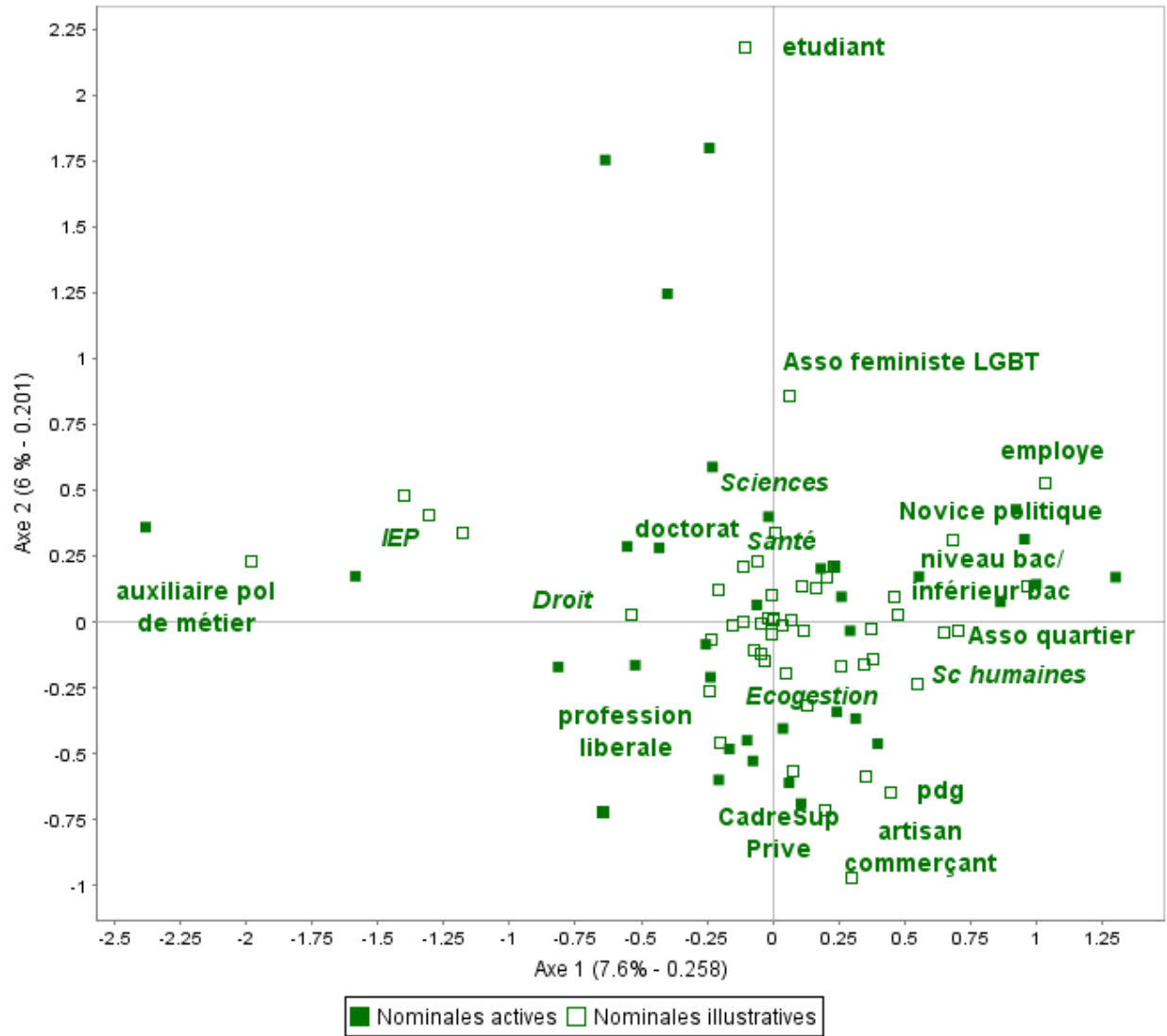
**Quartier de la ville** (*rond*) : Bourse Esplanade Krutenau (31), CentreGare (25), Centre République (43), Cronenbourg Hautespierres (24), Marne Forêt Noire (23), Meinau (15), Montagne Verte Koenigshoffen Elsau (26), Neudorf (38), Neuhof (16), Robertsau Wacken (21).

Figure 1 : ACM sur les propriétés des candidats en 2020 sur les 4 listes étudiées (projection variables actives)

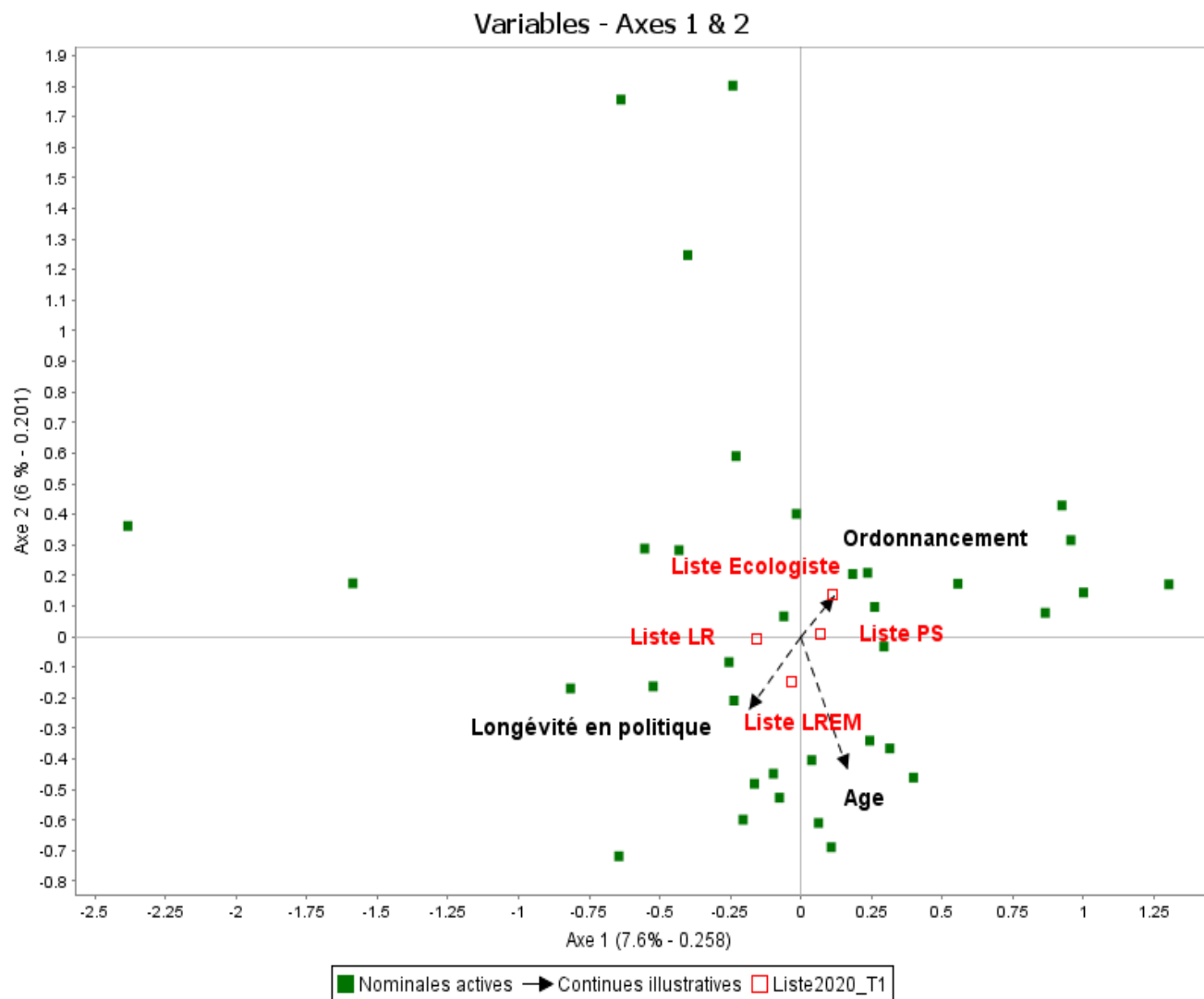


**Figure 2 : ACM sur les propriétés des candidats en 2020 sur les 4 listes étudiées (projection variables supplémentaires)**

Variables - Axes 1 & 2



**Figure 3 : ACM propriétés des candidats en 2020 sur les 4 listes étudiées, projection des 4 listes et de variables continues (âge, longévité en politique, ordonnancement sur la liste)**





Cette étude de cas sur les municipales de 2020 n'est pas seulement une contribution à la sociologie de la politique strasbourgeoise, mais aussi plus largement à la sociologie des espaces politiques locaux en milieu urbain, et à la production de la frontière de la politique. Au-delà de quelques spécificités par rapport à d'autres grandes villes – comme l'absence d'alliance entre écologistes et socialistes –, le cas strasbourgeois permet de proposer une objectivation du renouvellement, c'est-à-dire proposer une définition, une mesure et une mise en perspective par rapport au temps long, qui recoupe les observations menées dans d'autres villes<sup>46</sup>. L'enquête montre que le renouvellement, mot d'ordre martelé tout au long de la campagne électorale un peu partout en France, est en trompe-l'œil. Comme les autres grandes villes, Strasbourg demeure dominée par des personnes expérimentées en politique : le capital politique est toujours particulièrement déterminant dans la construction des offres politiques et l'accès aux positions de pouvoir. Si les élus expérimentés et autres « professionnels » de la politique sont moins nombreux que lors du scrutin précédent, ils sont assez peu remplacés par des citoyens ordinaires : le recrutement demeure situé dans les catégories supérieures de l'espace social, souvent proches des institutions politiques, et les quelques profanes présents tendent à rester périphériques avant et après l'élection.

L'analyse menée à partir de ces élections met particulièrement en lumière les luttes et concurrences entre groupes sociaux en compétition pour le pouvoir local. Moins négligeables au cours de ce scrutin que du précédent, ces luttes portent notamment sur la définition du capital politique et de la frontière de la politique entre les *installés* dans le champ politique (élus sortants et collaborateurs politiques) et ceux qui aspirent à le devenir, tout particulièrement entre auxiliaires politiques et personnes positionnées dans les lisières de la politique locale en lien avec leurs activités professionnelles (au sein de collectivités ou de groupes d'intérêt). D'un côté, les élus sortants et les auxiliaires politiques font valoir leur connaissance d'un « métier pas comme les autres<sup>47</sup> » développée patiemment en coulisse, ainsi que leur docilité : « *pour monter les échelons en politique, il faut savoir se faire petit* », m'explique pendant l'entre-deux-tours un candidat, collaborateur politique de métier. D'un autre, les outsiders se saisissent de la critique de la professionnalisation politique pour se faire une place. En ce sens, ils mettent en avant leur « regard neuf » (au sens de non obscurci par de « vieilles pratiques »), leur souhait d'importer des méthodes et des notions du monde associatif ou entrepreneurial (logiques participatives, expérimentations, co-construction, gouvernance collégiale, intelligence collective), et leurs « compétences » ou leur « expertise » sur des domaines d'action publique développée au cours de leurs activités professionnelles (les inégalités territoriales pour un chef de projet développement de la connaissance territoriale, l'urbanisme pour une chargée de projet de l'Agence de développement et d'urbanisme, les arts et la culture pour une ancienne directrice de Drac).

La suite de ces luttes ne manquera pas d'interroger, de même que les implications de l'entrée massive de nouveaux entrants en politique issus des lisières de la politique locale, au prisme des circulations entre postes au contact de la politique et postes électifs. *De facto*, ceux élus sur leur « expertise » sont généralement en charge de domaines dans lesquels ils étaient précédemment acteurs. Le changement de position dans l'espace de l'action publique locale (du bureaucrate au politique pour les fonctionnaires territoriaux, du régulé au régulateur et du porteur d'intérêts particuliers aux porteurs de l'intérêt général pour les agents de groupes d'intérêt) pose la question d'éventuels conflits d'intérêts au cours du mandat, mais aussi de la

---

<sup>46</sup> Voir les travaux en cours au sein du groupe CREMI (Collectif de recherche sur les élections municipales et intercommunales).

<sup>47</sup> Lagroye (J.), « Être du métier », *Politix*, n°28, 1994.

manière dont les néo-élus et leurs anciens partenaires appréhendent le changement de rôle et de ce qu'il produit sur leurs rapports à l'action publique et à la politique.

## Annexe

Tableau 4 : Âge, niveau de diplôme, secteur et espace d'activité des candidats selon la liste (en %, hormis l'âge)

<i>Scrutin</i>	2020				2014		
<i>Tête de liste</i>	Barseghian	Fontanel	Trautmann	Vetter		Ries	Keller
<i>Principal soutien</i>	EELV	LREM	PS	LR		PS	UMP
<b>Age</b>							
Âge moyen (en années)	45,8	47,4	47,3	48,8		49,5	50,3
<b>Niveau de diplôme</b>							
Doctorat	16	11	6	11		12	14
Master	54	46	42	37		43	35
<i>Sous-total Doctorat+Master</i>	<b>70</b>	<b>57</b>	<b>48</b>	<b>48</b>		<b>55</b>	<b>49</b>
Études supérieures, mais inférieur master	24	28	37	20		19	31
Bac et inférieur	6	8	11	17		6	9
Non renseigné	0	8	5	15		20	11
Ensemble	100	100	100	100		100	100
<b>Secteur d'activité</b>							
Prive	45	48	48	54		32	52
Public	48	37	35	18		40	32
Non renseigné	7	15	17	28		28	14
Ensemble	100	100	100	100		100	100
<b>Espace d'activité principal</b>							
Affaires économiques	15	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>28</b>		16	26
Affaires sociales	5	8	8	2		2	<b>10</b>
Association	<b>25</b>	3	2	2		3	2
Collectivités locales	<b>19</b>	5	8	12		3	8
Culture Éducation	9	<b>17</b>	<b>19</b>	5		<b>19</b>	15
Défense	0	0	0	0		2	0
Droit	3	<b>8</b>	2	5		5	7
ESR (enseignement supérieur et recherche)	<b>12</b>	9	6	8		<b>15</b>	11
Santé	<b>10</b>	2	<b>12</b>	<b>12</b>		8	<b>13</b>

<b>Politique</b>	0	9	6	9		<b>18</b>	3
<b>Non renseigné</b>	2	8	11	<b>19</b>		10	7
<b>Ensemble</b>	100	100	100	100		100	100

*Champ : l'ensemble des candidats du 1<sup>er</sup> tour aux municipales à Strasbourg en 2014 et 2020 sur les principales listes.*